

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

13 JUILLET 2000

Troisième Conférence des commissions parlementaires chargées de la politique d'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (III^e CCEC), Madrid, 26-27 novembre 1999

RAPPORT

FAIT AU NOM
DU COMITÉ D'AVIS
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
PAR MME KAÇAR

Ont participé aux travaux du Comité d'avis :

1. Membres effectifs : Mme Van Riet, présidente; M. Remans, Mmes Kestelijn-Sierens, de Bethune, Laloy, Lizin, Cornet d'Elzuis, M. Malmendier, Mmes Staveaux-Van Steenberge, Lindekens et Kaçar, rapporteuse.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

13 JULI 2000

Derde Conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (III^e CCEC), Madrid, 26-27 november 1999

VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITÉ
VOOR GELIJKE KANSEN VOOR
VROUWEN EN MANNEN
UITGEBRACHT
DOOR MEVROUW KAÇAR

Aan de werkzaamheden van het Adviescomité hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevrouw Van Riet, voorzitter; de heer Remans, de dames Kestelijn-Sierens, de Bethune, Laloy, Lizin, Cornet d'Elzuis, de heer Malmendier, de dames Staveaux-Van Steenberge, Lindekens en Kaçar, rapporteur.

SOMMAIRE

	Pages
I. Contexte de la CCEC	3
1. 1 ^{re} conférence de la CCEC à Bruxelles . . .	3
2. 2 ^e conférence de la CCEC à Lisbonne . . .	3
3. 3 ^e conférence de la CCEC à Madrid	4
4. 4 ^e conférence de la CCEC à Berlin	4
II. Rapport de la troisième conférence de la CCEC .	4
1. Déclaration de Madrid pour la participation des femmes dans le processus de décision .	4
2. Motion en vue de ratifier le Protocole instaurant une procédure de plainte, additionnel à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimi- nation à l'égard des femmes («CEDAW») .	5
3. Contribution universitaire	6
4. Évaluation de la conférence de Madrid . . .	6
III. Conclusions générales sur le fonctionnement de la CCEC	7
IV. Préparation de la quatrième conférence de la CCEC à Berlin	8
V. Annexes	9
1. Déclaration de Madrid pour la participation des femmes dans le processus de décision .	9
2. Motion en vue de ratifier le Protocole instaurant une procédure de plainte, additionnel à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimi- nation à l'égard des femmes («CEDAW») .	12

INHOUD

	Blz.
I. Situering van de CCEC	3
1. Eerste conferentie van de CCEC te Brussel .	3
2. Tweede conferentie van de CCEC te Lissabon	3
3. Derde conferentie van de CCEC te Madrid .	4
4. Vierde conferentie van de CCEC te Berlijn .	4
II. Verslag van de derde conferentie van de CCEC, te Madrid	4
1. De verklaring van Madrid voor de deelne- ming van vrouwen aan de besluitvorming .	4
2. Motie tot ratificatie van het klachtrecht- protocol bij het VN-Verdrag voor de uitban- ning van alle vormen van discriminatie van de vrouw (CEDAW)	5
3. Academische bijdrage	6
4. Evaluatie van de conferentie van Madrid . .	6
III. Algemene conclusies met het oog op het functio- neren van de CCEC	7
IV. Voorbereiding van de vierde conferentie van de CCEC te Berlijn	8
V. Bijlagen	9
1. Verklaring van Madrid	9
2. Motie tot ratificatie van het klachtrecht- protocol bij het VN-Verdrag voor de uitban- ning van alle vormen van discriminatie van de vrouw (CEDAW)	12

I. CONTEXTE

1. *Première conférence de la CCEC*

La première conférence des commissions parlementaires chargées de la politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen, s'est tenue les 22 et 23 mai 1997, à l'invitation du Comité d'avis du Sénat de Belgique pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

La conférence s'adressait principalement aux membres des parlements nationaux et du Parlement européen. Plusieurs représentant(e)s d'associations de femmes, au niveau national et au niveau européen, ainsi que des experts des différents États membres avaient également été invités comme observateurs.

L'objectif était de mettre sur pied une structure de coopération entre les commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances, de manière à favoriser l'échange d'informations, la diffusion de bonnes pratiques et la concertation sur des thèmes politiques précis. Un règlement régissant cette coopération a été adopté.

La première conférence avait pour thème «Le droit à l'égalité des femmes et des hommes dans les traités européens». Elle s'est conclue par l'adoption d'une recommandation visant l'insertion du droit à l'égalité des hommes et des femmes dans les traités européens, dans le cadre de la conférence intergouvernementale qui devait se tenir à Amsterdam trois semaines plus tard.

L'adoption d'une recommandation correspondait à la volonté du réseau de coopération d'exercer une influence sur le processus de prise de décision au niveau européen. Cette recommandation fut remise au Conseil des ministres européen et à la présidence néerlandaise de l'Union européenne.

2. *Deuxième conférence de la CCEC*

La deuxième conférence de la CCEC a eu lieu au Parlement du Portugal à Lisbonne, les 29 et 30 octobre 1998.

Deux résolutions ont été adoptées. La première, présentée par la présidence portugaise, avait trait à la participation des femmes à la politique et à la prise de décision. Elle demandait notamment aux partis politiques et aux institutions démocratiques européennes de promouvoir l'égalité des chances pour les femmes et les hommes dans la composition des listes électorales et en ce qui concerne l'accès aux fonctions politiques auxquelles on est nommé. La seconde proposition de résolution a été déposée par la Belgique et était relative à un Cinquième Programme d'action pour

I. SITUERING

1. *Eerste conferentie van de CCEC*

De eerste conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement heeft op 22 en 23 mei 1997 plaatsgevonden, op uitnodiging van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat.

De conferentie richtte zich hoofdzakelijk tot parlementsleden uit de nationale parlementen en tot Euro-parlementsleden. Tevens werden enkele vertegenwoordig(st)ers van nationale en Europese vrouwen-groepen en deskundigen uit de verschillende lidstaten als waarne(e)m(st)er uitgenodigd.

Het was de bedoeling een samenwerkingsverband op te richten tussen de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen en zo informatie en succesvolle beleidslijnen uit te wisselen en overleg te voeren over specifieke politieke thema's. Er is op de conferentie een reglement voor dit samenwerkingsverband aangenomen.

De eerste conferentie had als thema «Het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese verdragen». Ter afsluiting hiervan is een aanbeveling aangenomen strekkende tot het opnemen van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese verdragen, in het kader van de intergouvernementele conferentie die drie weken later in Amsterdam zou plaatsvinden.

Het aannemen van een aanbeveling strookte met de wens van de leden van het samenwerkingsverband om invloed uit te oefenen op het besluitvormingsproces op Europees niveau. De aanbeveling is overgezonden aan de Europese Raad van ministers en aan het Nederlandse voorzitterschap van de Europese Unie.

2. *Tweede conferentie van de CCEC*

De tweede conferentie van de CCEC heeft op 29 en 30 oktober 1998 plaatsgevonden in het Portugese Parlement te Lissabon.

Er zijn twee resoluties aangenomen. De eerste, die ingediend is door het Portugese voorzitterschap, betreft de politieke en beleidsdeelname van vrouwen en roept de politieke partijen en de Europese democratische instellingen op om de gelijke kansen voor vrouwen en mannen te bevorderen bij de samenstelling van de kandidatenlijsten en voor de toegang tot politieke ambten waarin men wordt benoemd. Het tweede voorstel van resolutie is ingediend door België en betreft het Vijfde Actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (2001-2005). In deze

l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (2001-2005). La résolution invitait notamment les membres de la CCEC à procéder à une évaluation du Quatrième Programme d'action pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et exprimait le souhait que le Cinquième Programme d'action soit mis à l'ordre du jour de la troisième conférence de la CCEC en 1999.

Par ailleurs, la conférence de Lisbonne a aussi été l'occasion d'approuver une modification du règlement de la CCEC, visant à lier, à l'expiration de la période transitoire en 2001, la présidence de la CCEC à celle de l'Union européenne.

Deux contributions universitaires ont été présentées à Lisbonne. L'une était une étude sociologique visant à développer une série d'indicateurs permettant d'évaluer l'efficacité et l'effectivité des mesures en matière de politique d'égalité des chances qui avaient été prises par les parlements des États membres de l'Union européenne. L'autre consistait en un exposé concernant l'ancrage dans la Constitution portugaise du principe d'égalité des chances entre hommes et femmes.

3. Troisième conférence de la CCEC

La troisième conférence de la CCEC a eu lieu les 26 et 27 novembre 1999, au Sénat de Madrid. Le compte rendu succinct de cette conférence figure au chapitre II.

4. Quatrième conférence de la CCEC

Depuis le 1^{er} janvier 2000, la présidence de la CCEC est assumée par le «Committee for Family, Elder Persons, Women and Youth» du Bundestag allemand. La quatrième conférence de la CCEC se tiendra à Berlin les 17 et 18 novembre 2000. Une réunion intermédiaire des présidents des commissions de la CCEC est prévue le 10 septembre 2000, à Berlin.

II. RAPPORT DE LA TROISIÈME CCEC

La conférence a examiné deux propositions de résolution.

1. Déclaration de Madrid pour la participation des femmes dans le processus de décision

La proposition de déclaration relative à la participation des femmes dans le processus de décision a été déposée par la présidence espagnole. Suite au dépôt d'amendements par les délégations belge et portugaise et par la délégation du Parlement européen, un comité de rédaction composé des présidents de chaque délégation s'est réuni pour amender le texte.

La résolution appelle la CCEC à inviter ses membres à procéder à une évaluation de l'impact de la quatrième action pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et à exprimer le souhait que la cinquième action soit mise à l'ordre du jour de la troisième conférence de la CCEC en 1999.

Daarnaast is op de conferentie van Lissabon ook een wijziging van het reglement van de CCEC goedgekeurd, om het voorzitterschap van de CCEC na de overgangsfase van 2001 te koppelen aan het EU-voorzitterschap.

Voorts zijn er in Lissabon twee academische bijdragen voorgesteld. De eerste betrof een sociologische studie waarin een aantal indicatoren waren uitgewerkt om de efficiëntie en de effectiviteit te evalueren van maatregelen inzake het gelijkheidsbeleid, genomen door de parlementen van de lidstaten van de Europese Unie. De tweede bijdrage was een uiteenzetting over de invoering in de Portugese Grondwet van het principe van de gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

3. Derde Conferentie van de CCEC

De derde Conferentie van de CCEC heeft op 26 en 27 november 1999 plaatsgehad in de Spaanse Senaat te Madrid. Een beknopt verslag van deze conferentie staat in hoofdstuk II.

4. Vierde Conferentie van de CCEC

Sedert 1 januari 2000 wordt het voorzitterschap van de CCEC waargenomen door de Commissie voor het gezin, de bejaarden, de vrouwen en de jeugd van de Duitse Bundestag. De vierde conferentie van de CCEC wordt op 17 en 18 november 2000 te Berlijn gehouden. Op 10 september 2000 is er in Berlijn ook een tussentijdse vergadering gepland van de commissievoorzitters van de CCEC.

II. VERSLAG VAN DE DERDE CCEC

De conferentie heeft twee voorstellen van resolutie besproken.

1. De verklaring van Madrid voor de deelneming van vrouwen aan de besluitvorming

De verklaring betreffende de deelneming van vrouwen aan de besluitvorming is ingediend door het Spaanse voorzitterschap. Na de indiening van amendementen door de Belgische en Portugese delegaties en door de delegatie van het Europees Parlement, heeft een redactiecomité bestaande uit de voorzitters van alle delegaties de tekst gewijzigd. De geamen-

La déclaration de Madrid amendée a ensuite été approuvée à l'unanimité par les membres présents de la CCEC.

La déclaration de Madrid demande aux partis politiques et aux institutions démocratiques de favoriser par des mesures concrètes la participation égalitaire des femmes et des hommes dans la vie politique.

La résolution préconise notamment une organisation plus souple du temps et du lieu de travail, la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation approfondie afin de promouvoir l'idée du partage des responsabilités entre les hommes et les femmes, le développement et l'amélioration, tant au niveau de la qualité que de l'accessibilité économique, des infrastructures d'accueil des enfants et l'extension des services aux personnes à charge.

Le partage des congés parentaux et des congés octroyés pour le soin des personnes à charge doit être encouragé.

En ce qui concerne en particulier la participation à la vie politique, il est demandé aux partis politiques de respecter un équilibre entre les hommes et les femmes dans l'élaboration des listes électorales. Les partis politiques et les gouvernements sont invités à prendre des initiatives afin de favoriser l'accès égal des femmes et des hommes à la vie politique, tout en leur permettant de concilier celle-ci avec leur vie de famille. La résolution prévoit notamment d'envisager la modification des règlements des institutions représentatives en vue de pouvoir concilier la vie politique avec un congé parental.

Enfin, la déclaration de Madrid invite à évaluer systématiquement l'impact des politiques mises en œuvre pour obtenir l'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes.

2. Motion en vue de ratifier le Protocole à la Convention des Nations unies sur les femmes relatif au droit de plainte

Le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat de Belgique a déposé une motion en vue de ratifier le Protocole à la Convention des Nations unies sur les femmes relatif au droit de plainte.

Le Protocole additionnel à la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination de la femme (Traité «CEDAW» de 1979) a été approuvé par les Nations unies le 6 octobre 1999. Il rend possible une procédure de droit de plainte individuelle et une procédure d'enquête en cas de violation sérieuse ou systématique des droits de la femme. Si l'enquête montre que les faits sont prouvés et si la plainte est

deerde verklaring van Madrid is vervolgens door de aanwezige leden van de CCEC unaniem goedgekeurd.

De verklaring van Madrid vraagt de politieke partijen en de democratische instellingen om de gelijke deelneming van vrouwen en mannen aan het politieke leven te bevorderen door middel van concrete acties.

De resolutie beveelt een flexibeler organisatie van werkplek en werktijden aan, alsook de organisatie van krachtige bewustmakingscampagnes, om in heel de samenleving het idee van gedeelde verantwoordelijkheid tussen vrouwen en mannen ingang te doen vinden. Ook dienen de voorzieningen voor kinderopvang en de voorzieningen voor personen ten laste worden uitgebreid en aangepast aan de nieuwe samenlevingsstructuur en moeten zij kwalitatief beter en financieel toegankelijker worden.

De evenredige verdeling van het ouderschapsverlof en het verlof voor het verzorgen van personen ten laste dient te worden aangemoedigd.

In het bijzonder wat de deelneming aan het politieke leven betreft, wordt aan de politieke partijen gevraagd om bij het opstellen van de kieslijsten het evenwicht tussen vrouwen en mannen in acht te nemen. De politieke partijen en de regeringen dienen initiatieven te nemen zodat mannen en vrouwen op gelijke voet toegang krijgen tot het politieke leven en dit kunnen combineren met een gezinsleven. De resolutie stelt meer bepaald dat de reglementen van de politieke instellingen zo aangepast dienen te worden dat ouderschapsverlof en politieke werkzaamheden gecombineerd kunnen worden.

De verklaring van Madrid vraagt ten slotte om een systematische evaluatie van de resultaten van de maatregelen die zijn genomen om gelijke rechten en gelijke kansen voor mannen en vrouwen tot stand te brengen.

2. Motie tot ratificatie van het Protocol bij het Verdrag van de Verenigde Naties over vrouwen en het klachtrecht

Het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat heeft een motie ingediend om het Protocol bij het Verdrag van de Verenigde Naties over vrouwen en het klachtrecht te bekrachtigen.

Het Aanvullend Protocol bij het Verdrag voor de uitbanning van alle vormen van discriminatie van de vrouw (het CEDAW-Verdrag van 1979) is door de Verenigde Naties goedgekeurd op 6 oktober 1999. Het voert de mogelijkheid in van een individuele klachtrechtprocedure en een onderzoeksprocedure bij ernstige of systematische schendingen van de rechten van de vrouw. Indien het onderzoek de feiten

acceptée, l'État doit réparer en adaptant la législation ou en mettant progressivement un terme aux coutumes que l'État reconnaissait et respectait.

Le Protocole sur le droit de plainte est un traité à part entière et doit donc être ratifié par les membres qui y adhèrent.

Vu l'importance de ce protocole, la CCEC demande à ses membres d'appeler dans leur pays les gouvernements à informer les parlements et de les inciter à adopter et ratifier le plus rapidement possible le texte.

La motion a été adoptée à l'unanimité des membres présents de la CCEC(1).

3. Contribution universitaire

Lors de la troisième conférence de la CCEC a été présentée une étude, commandée par la présidence espagnole, sur le thème «Conciliation de la vie familiale avec la vie politique».

Le but de cette étude consistait à dégager des facteurs devant faciliter la participation à la décision politique au plus haut niveau. L'analyse s'articulait autour des quatre mots-clés du titre, à savoir: conciliation, vie, famille et politique.

4. Évaluation de la conférence de Madrid

La présidence espagnole a su mettre à profit la conférence pour faire parler de l'égalité des chances dans les médias. La présence de la Reine lors de l'ouverture de la conférence et le discours de clôture prononcé par le premier ministre n'ont pas manqué d'éveiller l'intérêt des médias.

Comme les parlements régionaux d'Espagne et les autorités locales étaient également invités, la conférence a aussi été utilisée dans les régions comme levier pour promouvoir l'égalité des chances.

Si elle fut excellente et très soignée sur le plan formel, la conférence a été moins réussie sur celui du contenu.

Les textes de la présidence ont été trop généraux et formulés en termes trop vagues. De plus, il avait été décidé à l'unanimité, lors de la deuxième conférence de Lisbonne, de mettre à l'ordre du jour de la troisième conférence de Madrid, le Cinquième Programme d'action de la Commission européenne pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Or, ce Programme d'action n'a pas été examiné à la conférence de Madrid.

(1) La Belgique a, avec vingt-deux autres pays, signé le Protocole additionnel le 10 décembre 1999. Le Comité d'avis pour l'égalité des chances du Sénat a organisé une audition publique sur ce sujet le 14 décembre 1999 (doc. Sénat, n° 2-233/1 — 1999-2000).

bewijst en de klacht wordt aanvaard, dient de betrokken Staat de wetgeving aan te passen of geleidelijk een einde te maken aan gebruiken die door de Staat erkend en toegepast werden.

Het Klachtrechtprotocol is een op zichzelf staand verdrag en moet dus bekrachtigd worden door de lidstaten die toetreden.

Gezien het belang van dit protocol vraagt de CCEC of haar leden hun regeringen kunnen verzoeken om de parlementen te informeren en of zij deze laatste kunnen aanmoedigen om de tekst zo snel mogelijk aan te nemen en te bekrachtigen.

De motie is unaniem aangenomen door de aanwezige leden van de CCEC(1).

3. Academische bijdrage

Tijdens de derde conferentie van de CCEC is een door het Spaanse voorzitterschap aangevraagde studie voorgesteld over het combineren van het gezinsleven en het politieke leven.

Het doel van deze studie was het identificeren van factoren die de deelneming aan de politieke besluitvorming op het hoogste niveau moesten bevorderen. De analyse ging uit van de vier sleutelwoorden van het thema: combineren, leven, gezin en politiek.

4. Evaluatie van de conferentie van Madrid

Het Spaans voorzitterschap heeft de conferentie goed weten te gebruiken als hefboom om de gelijke kansen te profileren in de media. De aanwezigheid van de Koningin bij de opening en de slottoespraak van de eerste minister zorgde voor de nodige belangstelling van de media.

Doordat de regionale parlementen in Spanje en de lokale autoriteiten ook uitgenodigd waren, is de conferentie ook in de regio's gebruikt als hefboom voor het gelijke-kansenbeleid.

Hoewel het vormelijke aspect van de conferentie zeer goed en verzorgd was, was het inhoudelijk luik minder geslaagd.

De teksten van het voorzitterschap waren te algemeen en te vaag geformuleerd. Bovendien werd in de tweede conferentie van Lissabon unaniem besloten dat het Vijfde Actieprogramma inzake gelijke kansen van de Europese Commissie op de agenda van de derde conferentie van Madrid geplaatst zou worden. Dat Actieprogramma werd niet besproken op de conferentie van Madrid.

(1) België heeft het Aanvullend Protocol samen met tweeëntwintig andere leden ondertekend op 10 december 1999. Het Adviescomité voor gelijke kansen van de Senaat heeft hierover een openbare hoorzitting georganiseerd (Stuk Senaat, nr. 2-233/1 — 1999-2000).

III. CONCLUSIONS GÉNÉRALES SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA CCEC

1. *Un bon instrument pour un réseau informel*

La CCEC remplit sa fonction de réseau informel. Ce réseau est devenu une évidence; on n'imagine plus de pouvoir s'en passer.

Il s'agit d'un réseau unique au niveau européen, de commissions parlementaires compétentes pour l'égalité des chances. De plus, la CCEC est un levier permettant de faire créer des commissions d'avis dans les pays où elles n'existent pas encore (comme la France, qui était représentée pour la première fois à Madrid).

Le réseau est aussi un forum où les parlementaires engagés échangent leurs informations et leur expérience, et où ils peuvent se concerter sur des thèmes politiques et des lignes de conduite spécifiques.

2. *Institutionnalisation — en voie vers un ancrage*

Il est souhaitable que cette conférence européenne fonctionnant en réseau informel trouve à s'ancrer dans un cadre institutionnel. À Lisbonne, on a adopté une modification du règlement rattachant la présidence de la conférence à celle de l'UE. En principe, la CCEC de 2001 serait donc organisée par la présidence du second semestre, c'est-à-dire la Belgique.

Il importe évidemment aussi de définir les structures nécessaires pour donner une assise européenne au futur développement de cette conférence.

Il est essentiel que cette conférence annuelle se perpétue au niveau européen et qu'elle soit ancrée dans les institutions.

3. *Visibilité/événement*

La présidence espagnole a magistralement réussi à intéresser les médias à l'événement (présence de la Reine à la séance d'ouverture et du premier ministre à la séance de clôture).

L'événement a aussi servi de levier en Espagne même pour promouvoir la politique d'égalité des chances auprès des parlements régionaux et des autorités locales, qui étaient tous invités.

Cette conférence apporte autorité, pouvoir, prestige. Elle met en valeur le travail des commissions pour l'égalité des chances des parlements d'État et de région.

4. *Nécessité de motiver les membres absents et de compléter le réseau*

Seuls la moitié des parlements des États membres étaient représentés. Si l'on veut que le réseau soit

III. ALGEMENE CONCLUSIES MET HET OOG OP HET FUNCTIONEREN VAN DE CCEC

1. *Goed instrument voor informele netwerking*

De CCEC vervult haar functie van informeel netwerk. Dit netwerk is een evidentie geworden, het kan niet meer worden weggedacht.

Het is een uniek Europees netwerk van parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen. Bovendien is de CCEC een hefboom voor de oprichting van adviescommissies in landen waar die nog niet bestaan (cf. Frankrijk, dat voor het eerst vertegenwoordigd was in Madrid).

Het netwerk is ook een uitwisselingsplatform van informatie en ervaring tussen geëngageerde parlementsleden, waarbij overleg gevoerd kan worden over specifieke politieke thema's en beleidslijnen.

2. *Institutionalisering — op weg naar verankering*

Het is wenselijk dat de informele netwerking van deze Europese conferentie verankerd wordt in een institutioneel kader. In Lissabon heeft men een wijziging van het reglement aangenomen waarbij het voorzitterschap van deze conferentie gekoppeld werd aan het EU-voorzitterschap. In principe zou dan de CCEC in 2001 georganiseerd worden door de voorzitter van het tweede semester, namelijk België.

Uiteraard dienen ook de structuren uitgestippeld te worden om een Europees draagvlak te bieden voor de verdere ontwikkeling van deze conferentie.

Het is van groot belang dat deze jaarlijkse conferentie op Europees niveau wordt gehandhaafd en in de instellingen verankerd.

3. *Visibiliteit/evenement*

Het Spaanse voorzitterschap is er magistraal in geslaagd om het evenement te profileren naar de media toe (cf. aanwezigheid Koningin bij openingszitting en eerste minister bij slotzitting).

Het evenement is ook in Spanje gebruikt als hefboom voor het gelijkheidsbeleid in regionale parlementen en lokale autoriteiten, die allemaal uitgenodigd werden.

Deze conferentie geeft autoriteit, gezag, gewicht. Zij valoriseert het werk van de gelijkheidscommissies van de parlementen en deelparlementen.

4. *Noodaanmotivering van de ontbrekende leden — vervollediging van het netwerk*

Slechts de helft van de parlementen van de lidstaten waren vertegenwoordigd. Wil het netwerk geloof-

crédible et efficace, il faut arriver à une participation à 100%. Le choix des sujets de la conférence n'est probablement pas étranger à cette absence et il devra être opéré à l'avenir avec plus grand soin.

5. Nécessité d'approfondir la conférence sur le plan du contenu

On n'a pas encore suffisamment développé jusqu'à présent le potentiel que recèle le thème sur le plan du contenu. Il faudrait, à l'avenir, aborder l'actualité politique relative à la représentativité hommes/femmes, ainsi que des thèmes politiques spécifiques. La CCEC doit mieux soutenir l'ordre du jour européen en matière d'égalité des chances et veiller à une bonne interaction.

6. Nécessité d'affiner la méthodologie

Il y a lieu de formuler des recommandations pour l'avenir de la CCEC. On peut envisager de modifier le règlement de la CCEC.

Il faut réfléchir davantage à l'organisation des travaux et continuer à développer les échanges d'expériences, d'informations et de lignes politiques porteuses.

IV. PRÉPARATION DE LA CCEC 2000

Voir le doc. Sénat n° 2-499/1.

Le présent rapport a été approuvé par 8 voix et 1 abstention.

La rapporteuse,
Meryem KAÇAR.

La présidente,
Iris VAN RIET.

waardig en efficiënt zijn, dan moet er gezorgd worden voor 100% deelname. De keuze van de onderwerpen van de conferentie zal wellicht ook zijn aandeel hebben aan dit tekort en moet zorgvuldiger worden ingevuld.

5. Nood aan inhoudelijke verdieping van de conferentie

Het potentieel van het thema werd tot nu toe op inhoudelijk gebied niet voldoende uitgewerkt. Politieke actualiteit met betrekking tot gender, specifieke politieke thema's, zouden in de toekomst aan bod moeten komen. De CCEC moet de Europese gelijkheidsagenda beter ondersteunen en zorgen voor een goede wisselwerking.

6. Nood aan methodologische verfijning

Er moeten aanbevelingen voor de toekomst van de CCEC worden geformuleerd. Een wijziging van het reglement van de CCEC kan worden overwogen.

Er moet beter nagedacht worden over de organisatie van de werkzaamheden. De uitwisseling van ervaring, informatie en succesvolle beleidslijnen dient verder ontwikkeld te worden.

IV. VOORBEREIDING CCEC-2000

Zie Stuk Senaat nr. 2-499/1.

Dit verslag is goedgekeurd met 8 stemmen bij 1 onthouding.

De rapporteur,
Meryem KAÇAR.

De voorzitter,
Iris VAN RIET.

ANNEXE 1

BIJLAGE 1

ANNEX 1

DÉCLARATION DE MADRID POUR LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LE PROCESSUS DE DÉCISION

Les membres du réseau des commissions parlementaires pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen (RCEC), réunis à Madrid le 26 et 27 novembre 1999,

Sont conscients que :

1. L'égalité entre les femmes et les hommes constitue l'un des droits de l'homme élémentaires, maintes fois réitéré par des conventions internationales telles que la Convention des Nations unies pour l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes (1979) et l'action de la plate-forme de Beijing (1995).

2. La reconnaissance légale générale de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, est réglemantée par le Traité d'Amsterdam, et tout particulièrement par ses articles 2, 3, 13, 137 et 141.

3. La Déclaration d'Athènes du 3 novembre 1992, prononcée à l'occasion du premier sommet européen «Les femmes au pouvoir», ainsi que la Charte de Rome, adoptée en mai 1995 sur «Les femmes pour le renouveau de la politique et de la société», et la recommandation du Conseil du 2 décembre 1995 soutiennent la participation équilibrée des femmes et des hommes dans les processus de prise de décision (CE/694/96).

4. La participation des hommes et des femmes dans les processus de prise de décision est un principe démocratique. Par conséquent, l'infra-représentation des femmes dans les postes à responsabilité remet en question la légitimité de tous les systèmes démocratiques.

5. Une telle infra-représentation des femmes est mise en évidence dans le cadre des processus de prise de décision, dans les domaines politique, économique, social et culturel, ainsi qu'à tous les niveaux : local, régional, national et européen. Ceci constitue une perte générale pour la société et un gaspillage considérable de compétences et d'expérience.

6. La vie de famille constitue une valeur indiscutable, aussi bien pour les femmes que pour les hommes, et la participation active des représentants politiques dans la vie de famille leur permet de mieux connaître et de mieux identifier les besoins et les aspirations de ceux qu'ils représentent.

VERKLARING VAN MADRID VOOR DE DEELNEMING VAN VROUWEN AAN DE BESLUITVORMING

(vertaling)

De leden van het netwerk van parlementaire commissies voor de gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de lidstaten van de Europese Unie en het Europees Parlement, op 26 en 27 november 1999 in Madrid in vergadering bijeen,

Stellen dat :

1. De gelijkheid tussen vrouwen en mannen een van de elementaire rechten van de mens is dat vele malen bevestigd is in internationale overeenkomsten zoals het VN-Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen (1979) en de teksten van het Actieplatform van Peking (1995).

2. De algemene wettelijke erkenning van de gelijke kansen voor vrouwen en mannen geregeld wordt door het Verdrag van Amsterdam, meer bepaald door de artikelen 2, 3, 13, 137 en 141.

3. De Verklaring van Athene van 3 november 1992, uitgesproken ter gelegenheid van de eerste Europese topontmoeting «Vrouwen aan de macht» en het in mei 1995 aangenomen Handvest van Rome over «Vrouwen en de verruiming van de politiek en de maatschappij», alsook de aanbeveling van de Raad van 2 december 1995, uitgaan van de evenwichtige deelneming van mannen en vrouwen aan de besluitvorming (EG/694/96).

4. De deelneming van vrouwen en mannen aan de besluitvorming een democratisch beginsel is en dat de ondervetegenwoordiging van vrouwen in functies met verantwoordelijkheid de legitimiteit van alle democratische systemen in vraag stelt.

5. Vrouwen duidelijk ondervetegenwoordigd zijn bij de besluitvorming op het politieke, economische, sociale en culturele vlak en bovendien op alle niveaus : plaatselijk, regionaal, nationaal en Europees. Dit betekent een algemeen verlies voor de samenleving en een aanzienlijke verspilling van bekwaamheid en ervaring.

6. Het gezinsleven zowel voor vrouwen als voor mannen een onbetwistbare waarde is en dat de actieve deelneming van de politiek verkozenen aan het gezinsleven hen in staat stelt de behoeften en de wensen van de mensen die zij vertegenwoordigen, beter te leren kennen en te herkennen.

DECLARATION OF MADRID FOR THE PARTICIPATION OF WOMEN IN DECISION-MAKING

The members of the Network of Parliamentary Committees for Equal Opportunities of Women and Men of the Member States of the European Union and the European Parliament (NCEO) gathered in Madrid on 26th and 27th November 1999

Aware that :

1. Equality between men and women constitutes a fundamental human right which has repeatedly been affirmed by international conventions such as the UN Convention on the Elimination of all forms of Discrimination against Women (1979) and the Beijing Platform of Action (1995).

2. General legal recognition of equal rights for men and women is codified in the Amsterdam Treaty, especially in Articles 2, 3, 13, 137 and 141.

3. The Athens Declaration of 3 November 1992 on the occasion of the first «Women in Power European Summit» as well as the Charter of Rome, adopted in May 1996, on «Women for the renewal of policy and society» and the Council Recommendation of 2 December support the balanced participation of women and men in the decision-making processes (96/694/EC).

4. Participation of men and women in the decision-making process is a democratic principle. Consequently, the under-representation of women in positions of responsibility calls into question the legitimacy of all democratic systems.

5. Such under-representation of women is evident in the decision-making process in the political, economic, social and cultural fields and at all levels : local, regional, national and European. This represents a general loss to society and a considerable waste of talent and experience.

6. Family life is a positive value, both for women as well as for men, and the active participation of political representatives in family life leads them to better know and identify the needs and aspirations of those they represent.

7. La carrière politique des femmes est plus limitée, à tel point qu'il existe des différences entre les femmes et les hommes non seulement dans les listes électorales, mais encore dans la durée du mandat des femmes au sein de leurs postes respectifs. L'écart entre l'égalité de *jure* et de *facto* des genres n'est nulle part ailleurs plus important que dans le domaine de la prise de décision.

8. Il existe une participation inégale des femmes et des hommes dans la vie de famille et dans la vie politique. Les femmes continuent de prendre en charge les dures responsabilités familiales, ce qui constitue le principal obstacle à leur engagement dans l'activité politique et à leur carrière politique.

9. L'égalité des sexes en politique implique l'égalité des tâches au sein de la famille. La société exige que les femmes et les hommes partagent toutes les tâches de façon équilibrée. Sans un partage équilibré des responsabilités familiales entre les femmes et les hommes, il ne peut y avoir d'égalité dans la représentation politique. La nouvelle structure sociale requiert des actions collectives.

10. Une société juste et égalitaire, pour tous ses membres, doit être encouragée.

Recommandations :

1. Les partis politiques et les institutions démocratiques d'Europe et du monde entier doivent favoriser la participation égalitaire des femmes et des hommes dans la vie politique, en particulier par l'emploi d'actions tangibles.

2. Dans tous les processus électoraux réalisés au sein de chaque État membre, les partis politiques doivent élaborer des listes électorales reflétant un équilibre entre les femmes et les hommes, dans le but d'atteindre une représentation équilibrée dans les institutions.

3. Les gouvernements et les partis politiques doivent introduire non seulement des modifications en matière législative, mais encore des initiatives et des mesures spécifiques destinées à faciliter et à favoriser l'accès équilibré des femmes et des hommes à la vie politique, en le conciliant avec la vie de famille.

4. Des mesures doivent être mises en œuvre pour favoriser la formation, la permanence et le *leadership* des femmes dans la vie politique.

5. Les lieux et les temps de travail doivent être plus souples, afin de permettre une réconciliation entre la vie politique et familiale.

6. Une étude doit être réalisée sur les effets du traitement fiscal et des contributions sociales, dans le but d'améliorer la participation des femmes à la vie économique, sociale et politique.

7. De politieke carrière van vrouwen beperkter is, in die mate zelfs dat er niet alleen verschillen zijn tussen het aantal vrouwen en mannen op de kieslijsten, maar ook wat betreft de duur van het mandaat in hun respectieve functies. Het verschil tussen gelijkheid *de jure* en *de facto* is nergens groter dan op het vlak van de besluitvorming.

8. Vrouwen en mannen niet in dezelfde mate deelnemen aan het gezinsleven en het politieke leven. Vrouwen nemen nog steeds de zware verantwoordelijkheid voor het gezin op zich en dat vormt de voornaamste hindernis voor hun deelneming aan het politieke leven en het opbouwen van een politieke carrière.

9. De gelijkheid van vrouwen en mannen binnen de politiek inhoudt dat de gezinstaken gelijkelijk worden verdeeld. De samenleving eist dat alle taken evenwichtig verdeeld worden tussen vrouwen en mannen. Zonder gedeelde verantwoordelijkheid voor het gezin kan er geen evenwicht zijn in de politieke vertegenwoordiging. De nieuwe samenlevingsstructuur vraagt om collectieve acties.

10. Men voor iedereen een rechtvaardige en egalitaire samenleving dient na te streven.

Aanbevelingen :

1. De politieke partijen en de democratische instellingen van Europa en de hele wereld dienen de gelijke deelneming van vrouwen en mannen aan het politieke leven te bevorderen, meer bepaald door middel van concrete acties.

2. De politieke partijen dienen voor alle verkiezingen in de lidstaten kieslijsten op te stellen waarop vrouwen en mannen gelijk vertegenwoordigd zijn, om zo tot een evenwichtige vertegenwoordiging in de instellingen te komen.

3. De regeringen en de politieke partijen dienen niet alleen de wetgeving te wijzigen maar ook initiatieven en specifieke maatregelen nemen, zodat vrouwen en mannen op gelijke voet toegang krijgen tot het politieke leven en dit kunnen combineren met een gezinsleven.

4. Er dienen maatregelen genomen te worden om de opleiding, de blijvende aanwezigheid en de leiderspositie van vrouwen in de politiek te bevorderen.

5. Om het politieke leven en het gezinsleven beter te kunnen combineren, dienen werkplek en werktijden flexibeler te worden.

6. Er dient onderzoek gedaan te worden naar de gevolgen van de fiscale behandeling en de sociale bijdragen, om de deelneming van de vrouwen aan het economische, sociale en politieke leven te vergroten.

7. The political career of women is more limited, to the point where there are differences between women and men not only in the drafting of electoral lists but also in the amount of time women remain in their representative posts. Nowhere is the gap between *de jure* and *de facto* gender equality greater than in the area of decision-making.

8. There is unequal participation of women and men in family and political life. Women continue to take on the burdens and responsibilities of a family, and this is a major obstacle to their engaging in political activity and a political career.

9. Equality of the sexes in politics implies equal tasks in the realm of the family. Society needs men and women to share all tasks equally. Without equal sharing of family responsibilities among women and men, there cannot be equality in political representation. The new social structure requires collective actions.

10. A society which is just and equal for all of its members must be encouraged.

Urge :

1. The political parties and democratic institutions of Europe and the world to promote equally the participation of women and men in political life, for example by the use of positive actions.

2. The political parties to draw up electoral lists for all elections held in the member States which reflect a balance between women and men, with the aim of obtaining equal representation in the institutions.

3. The governments and political parties to introduce changes, not only at the legislative level, but rather special initiatives and measures aimed at facilitating and promoting equal access to political life for women and men and to reconcile this with family life.

4. That measures be established to favor the training, permanence and leadership of women in political life.

5. That the working place and working time be made more flexible in line with the reconciliation of political and family life.

6. That a study be made of the effects of tax treatment and social contributions with the aim of improving the participation of women in economic, social and political life.

7. Des campagnes de sensibilisation plus approfondies doivent être effectuées auprès de la société dans son ensemble, afin de promouvoir l'idée du partage des responsabilités entre les femmes et les hommes.

8. Les infrastructures destinées à l'accueil des enfants doivent être étendues, et s'adapter à la nouvelle structure sociale, leur qualité et accessibilité économique doit être améliorée, et le partage des congés parentaux encouragé.

9. Les services destinés à l'attention des personnes à charge doivent être étendus, et les réductions des horaires de travail et les congés octroyés pour le soin de ces personnes doivent être partagés entre les femmes et les hommes.

10. Analyser le profil des femmes élues à des fonctions de représentation publique, afin d'adopter des mesures positives pour augmenter leur participation à la vie politique.

11. Mettre en œuvre, particulièrement au niveau local, les droits et facultés des élus pour qu'ils puissent exercer leur fonction de manière digne et égalitaire.

12. Promouvoir un changement de la culture politique, afin de tenir compte d'aspects comme les horaires fixés pour les réunions institutionnelles ou le nombre de celles-ci, et de pouvoir concilier la profession dans la vie publique et la vie familiale.

13. Considérer la possibilité de modifier les règlements des institutions de représentation politique afin de pouvoir concilier les congés parentaux avec la vie politique.

14. Appliquer systématiquement des processus permanents d'estimation des impacts des politiques mises en œuvre pour obtenir l'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes.

7. Krachtige bewustmakingscampagnes zijn nodig om in heel de samenleving het idee van gedeelde verantwoordelijkheid tussen vrouwen en mannen ingang te doen vinden.

8. De voorzieningen voor kinderopvang dienen te worden uitgebreid en aangepast aan de nieuwe samenlevingsstructuur, zij moeten kwalitatief beter en financieel toegankelijker worden en een evenredige verdeling van het ouderschapsverlof dient te worden aangemoedigd.

9. De voorzieningen voor personen ten laste dienen te worden uitgebreid en verkorting van de arbeidstijd en verlof voor het verzorgen van die personen dienen te worden toegekend aan vrouwen en aan mannen.

10. Men dient het profiel te analyseren van vrouwen die publieke functies waarnemen om maatregelen te kunnen treffen ter bevordering van hun deelneming aan het politieke leven.

11. Men dient erop toe te zien dat — zeker op lokaal niveau — de rechten en mogelijkheden van de verkozenen geëerbiedigd worden, zodat zij hun functie op waardige en egalitaire wijze kunnen uitoefenen.

12. De politieke cultuur dient te veranderen zodat er bij het bepalen van de vergader tijden en van het aantal vergaderingen rekening wordt gehouden met de mogelijkheid om een publieke functie te combineren met het gezinsleven.

13. Men dient te overwegen om de reglementen van de politieke instellingen zo aan te passen dat ouderschapsverlof en politieke werkzaamheden gecombineerd kunnen worden.

14. Er dient systematisch geëvalueerd te worden wat de resultaten zijn van de maatregelen die zijn genomen om gelijke rechten en gelijke kansen voor vrouwen en mannen tot stand te brengen.

7. That more in-depth awareness campaigns be made aimed at society as a whole in order to promote the idea that women and men are to share responsibilities.

8. That the infrastructures for attention to children be broadened and brought in line with the new social structure, that their quality and economic feasibility be improved and that shared parental leave be encouraged.

9. That services for the care of dependent persons be broadened, and that reduced working schedules and leave for the care of these persons be shared by both women and men.

10. That the profile of women elected to public office be analysed in order to undertake positive measures to increase the participation of women in political life.

11. That, especially at local level, the rights of elected representatives be promoted in order for them to carry out their functions properly and on an equal footing.

12. That a change be brought about in political culture in order to take into account matters such as the times at which institutional meetings are programmed or the number of such meetings in order to facilitate reconciliation of public life with family life.

13. That consideration be given to the introduction of the necessary amendments to the Regulations of Institutions involving political representation in order to reconcile the right to parental leave with political life.

14. That permanent processes of assessment be systematically applied to the effects of the policies drawn up to obtain equal rights and opportunities for women and men.

ANNEXE 2

MOTION EN VUE DE RATIFIER LE PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LES FEMMES RELATIF AU DROIT DE PLAINTE

(Proposée par le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du Sénat de Belgique)

Les membres du réseau des commissions parlementaires en charge de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans les parlements des États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC), réunis à Madrid les 26 et 27 novembre 1999 à l'occasion de la troisième conférence de la CCEC,

Considérant que :

1. Le 6 octobre 1999, les Nations unies ont approuvé un Protocole additionnel à la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination de la femme (Traité «CEDAW» de 1979). Ce Protocole est relatif au droit de plainte.

2. Grâce à ce nouveau document sur les droits de l'homme, un État membre rend possible une procédure de droit de plainte individuelle et une procédure d'enquête en cas de violations sérieuses ou systématiques des droits de la femme.

3. Ce Protocole sur le droit de plainte est un traité à part entière et doit donc être ratifié par les États membres qui y adhèrent. Cette adhésion n'est cependant pas obligatoire.

4. Cependant, vu l'importance de ce Protocole, il est indiqué que les États membres y souscrivent. Le Protocole donne aux victimes de violations des droits consacrés dans le Traité «CEDAW», la possibilité d'accuser l'État qui a commis ces violations. Quand l'enquête montre que les faits sont prouvés et la plainte est acceptée, l'État est contraint de réparer ces violations en adaptant la législation ou en mettant progressivement un terme aux traditions et coutumes que l'État reconnaissait et respectait.

Demandent aux membres de la CCEC, à savoir les comités parlementaires des États membres de l'Union européenne, d'appeler, dans leur propre pays, les gouvernements à informer les parlements et de les inciter à adopter et ratifier le plus rapidement possible le Protocole additionnel à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toute forme de discrimination de la femme (Traité «CEDAW» de 1979), relatif au droit de plainte.

BIJLAGE 2

MOTIE OM HET KLACHTRECHTPROTOCOL BIJ HET VN-VROUWENVERDRAG TE RATIFICEREN

(Voorgesteld door het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat)

De leden van het netwerk van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen van de parlementen van de EU-lidstaten en van het Europees Parlement (CCEC), bijeengekomen in Madrid op 26 en 27 november 1999 ter gelegenheid van de derde conferentie van de CCEC,

Overwegende dat :

1. De VN op 6 oktober 1999 een additioneel klachtrechtprotocol bij het VN-Verdrag voor de uitbanning van alle vormen van discriminatie van de vrouw (CEDAW-Verdrag van 1979) hebben goedgekeurd.

2. Dankzij dit nieuwe mensenrechtendocument een individuele klachtrechtprocedure en een onderzoeksprocedure mogelijk worden bij ernstige of systematische schendingen van de mensenrechten van vrouwen door een lidstaat.

3. Dit klachtrechtprotocol een volwaardig verdrag is en dus moet worden geratificeerd door de toetredende lidstaten. Die toetreding is echter niet verplicht.

4. Het echter wel aangewezen is dat de lidstaten dit additioneel protocol mee ondertekenen gezien het belang ervan. Het geeft slachtoffers van schendingen van in het CEDAW-Verdrag vastgelegde rechten de mogelijkheid om de Staat die de overtredingen beging, aan te klagen. Wanneer een onderzoek uitwijst dat de feiten bewezen zijn en de klacht aanvaard wordt, wordt de Staat gedwongen om die schendingen ongedaan te maken door wijzigingen in de wetgeving aan te brengen of door tradities en gewoonten, die de Staat op morele gronden erkende en eerbiedigde, af te bouwen.

Verzoekt de leden van de CCEC, namelijk de parlementaire commissies van de lidstaten van de Europese Unie en van het Europees Parlement, om in eigen land de regeringen op te roepen om de parlementen te informeren en aan te zetten om het klachtrechtprotocol bij het VN-Verdrag voor de uitbanning van alle vormen van discriminatie van de vrouw (CEDAW-Verdrag van 1979) zo spoedig mogelijk te aanvaarden en te ratificeren.